



L'Asie centrale : un grand jeu entre la Chine et la Russie

[DOSSIER] LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE N°19

Par Pierre-Marie VINCENTI



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DE L'ARTICLE

A la suite de la dissolution de l'URSS, les 5 républiques soviétiques d'Asie centrale¹ accèdent à l'indépendance et amènent à une reconfiguration de la région. Auparavant sous le joug de Moscou, l'Asie centrale dès lors soumise à des influences diverses, venant aussi bien des puissances mondiales (Etats-Unis, Chine) que des puissances régionales (Iran et Turquie notamment). Cette situation a conduit certains auteurs à parler d'un nouveau « Grand jeu »¹ pour qualifier le jeu d'influences à l'œuvre dans cette région autrefois exclusivement sous contrôle soviétique.

À PROPOS DE L'AUTEUR



Pierre-Marie VINCENTI a suivi une licence en sciences politiques à l'université catholique de Louvain avant de poursuivre sa formation par un master en géopolitique à l'institut catholique de Paris. Il a validé ces années d'études par l'écriture de deux mémoires, le premier portant sur la stratégie de politique étrangère de la Russie et le second comparant les capacités des armées de terre russe et française. Souhaitant compléter son cursus universitaire, il est aujourd'hui en première année du master « International Security » de la Paris School of International Affairs. Il est membre du comité Asie des Jeunes IHEDN.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.

A la suite de la dissolution de l'URSS, les cinq républiques soviétiques d'Asie centrale¹ accèdent à l'indépendance et amènent à une reconfiguration de la région. Auparavant sous le joug de Moscou, l'Asie centrale est dès lors soumise à des influences diverses, venant aussi bien des puissances mondiales (Etats-Unis, Chine) que des puissances régionales (Iran et Turquie notamment). Cette situation a conduit certains auteurs à parler d'un nouveau « Grand jeu »² pour qualifier le jeu d'influences à l'œuvre dans cette région autrefois exclusivement sous contrôle soviétique.

Il serait cependant illusoire de penser que les anciennes républiques soviétiques ne soient que des pions dans un jeu d'échecs impliquant les puissances internationales. Loin d'être passives les nations centre asiatiques ont toutes les cinq adopté des lignes de politique étrangère diverses mais cohérentes avec leurs intérêts nationaux. Ainsi, le Turkménistan est aujourd'hui considéré comme un pays foncièrement neutre, refusant d'être intégré à tout système d'alliance ou d'intégration tandis que l'Ouzbékistan privilégie les relations bilatérales, et que le Kazakhstan soutient les processus d'intégration régionale et favorise les investissements étrangers³.

Malgré tout, depuis le milieu des années 2010, deux États en particulier avancent leurs pions afin de servir leurs objectifs stratégiques : la Chine et la Russie. Comment chaque acteur perçoit l'action de l'autre dans cette même zone et sont-ils voués à entrer dans une compétition d'influence pour l'hégémonie régionale ?

Quels intérêts fondamentaux ?

Une Russie qui souhaite conserver son leadership dans son pré carré historique

Durant deux décennies après la chute de l'URSS, l'Asie centrale ne constituait pas une priorité de la politique étrangère russe. La présidence Eltsine ignorait cette région tandis que durant les premières années de l'ère Poutine l'attention russe se portait sur les partenaires slaves traditionnels comme l'Ukraine et la Biélorussie, ainsi que sur le Caucase. Pourtant, plusieurs événements ont poussé Moscou à rediriger son attention sur son ancien pré carré : la crise des relations entre Occident et Russie, le pivot vers l'Est de cette dernière, le retrait des troupes américaines et de l'Otan d'Afghanistan, l'expansion chinoise économique dans la

¹ Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan.

² Lutz KLEVEMAN, 2003, *The New Great Game : Blood and Oil in Central Asia*, New York, Atlantic Monthly Press, 287 pages. Georgiy Voloshin, 2012, *Le nouveau grand jeu en Asie centrale – enjeux et stratégies géopolitiques*, Paris, L'Harmattan, 2007, 212 pages.

³ Julien THOREZ, *L'Asie centrale, une région sous influences*. Jean-Luc Racine, *Asie – mondes émergents*. La documentation française, pp. 107 - 122, 2015.

région ainsi que le caractère incertain de la succession politique en Ouzbékistan et au Kazakhstan⁴.

Le principal intérêt russe est d'origine politique : la Russie souhaite que ce soit son influence qui prime sur chaque Etat de la région et que chaque décision prise dans la région soit en concordance avec ses intérêts. De cette volonté de maintenir son influence dans la région découle deux intérêts subsidiaires.

Le premier concerne le domaine de la sécurité et de la lutte contre les trois grands maux de la région, à savoir le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Moscou craint la fragilité de certaines républiques comme le Tadjikistan et le Kirghizistan, mais aussi la stabilité de long terme du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan. La Russie ne croit pas en la capacité de ces Etats à gérer les menaces grandissantes dans la région sans son implication, voire les considère comme une partie du problème⁵. Elle est aussi fortement préoccupée par la question de l'extrémisme religieux qui pourrait déborder sur ses républiques musulmanes du Caucase.

Une organisation illustre l'influence de la Russie sur le plan sécuritaire : c'est l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). Créée en 2002, l'OTSC est une organisation régionale composée de six pays post-soviétiques, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Arménie et la Biélorussie. En tant qu'alliance politico-militaire, elle a notamment pour mission de lutter contre la prolifération du terrorisme et de l'extrémisme dans la région, comme en témoigne l'article 8 de sa charte⁶.

Le second intérêt subsidiaire relève quant à lui de l'économie. En dépit de son instabilité, l'Asie centrale reste un puits de ressources : le Kazakhstan regorge de pétrole, d'uranium et de charbon ; le Tadjikistan possède d'importantes capacités hydroélectriques tandis que le Turkménistan est riche en gaz⁷. L'ombre de Moscou plane sur l'exploitation de ces ressources, et les compagnies russes contrôlent une grande partie des infrastructures énergétiques permettant d'assurer leur exploitation et leur transit vers l'Europe.

Au même titre que l'OTSC, une organisation régionale dominée par la Russie illustre son rôle économique en Asie centrale. Il s'agit de l'Union Economique Eurasiatique, créée en 2015 et qui regroupe la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Arménie et la Biélorussie. L'objectif de cette union est d'aboutir à la mise en place de politiques monétaires, commerciales et tarifaires communes, ainsi que d'assurer la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux⁸.

⁴ Bobo Lo, « La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale ? », *Ifri, Russie Nei Visions* n°82, Janvier 2015 p.4.

⁵ *Ibid*, p.1,9.

⁶ https://en.odkb-csto.org/documents/documents/ustav_organizatsii_dogovora_o_kollektivnoy_bezopasnosti/.

⁷ Olga ALEXEEVA et Frédéric LASSERRE, « L'Asie centrale au cœur des rivalités impériales russes et chinoises », *areion24* [en ligne], 13 janvier 2020, consulté le 21 mars 2021.

⁸ Julien VERCUEIL, « L'Union économique eurasiatique : une intégration au prisme de la Russie », *Géoéconomie*, 2014, vol. 4, n° 71, p. 172-3,181.

Une Chine tournée vers ses intérêts de politique intérieure

Contrairement à la Russie, la Chine ne nourrit pas d'ambitions hégémoniques dans la région, et son action est avant tout dictée par des considérations de politique interne.

En effet, un présupposé majeur de la politique chinoise, qu'elle soit intérieure ou extérieure, est que l'économie et le développement amènent la paix sociale. Cette stratégie, autrefois appliquée au Xinjiang, est aussi celle qui dicte la politique chinoise en Asie centrale⁹. En effet, la montée en puissance de l'Etat Islamique depuis 2014 a suscité des départs parmi les islamistes asiatiques, dont de nombreux Ouïghours. Le risque pesant dans la région pour la Chine est donc le retour de ces combattants dans leur pays d'origine, pour y poursuivre leurs actions terroristes¹⁰.

Pour limiter la propagation de l'islamisme radical et limiter l'insécurité dans la région, la Chine mise donc sur le développement économique et social dans chaque pays à travers des investissements dans les infrastructures et les secteurs cruciaux de l'économie, tout en encourageant les échanges commerciaux frontaliers.

C'est le projet des nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative)¹¹ qui illustre au mieux les initiatives chinoises dans la région. L'Asie Centrale possède une place prépondérante dans ce projet pharaonique qui relie l'Asie à l'Europe à travers un réseau d'infrastructures de transports, de communications et d'énergies. Les investissements chinois pour construire ces infrastructures bénéficient directement aux économies nationales dont la place stratégique au sein du projet devrait leur assurer des externalités économiques positives.

Bien entendu, la question sécuritaire ne représente pas l'unique raison de la présence chinoise. Les pays d'Asie centrale possèdent une démographie importante, ils représentent dès lors un marché conséquent pour les exportations de Pékin. La Chine peut ainsi faire d'une pierre deux coups : assurer le développement de la région pour assurer sa stabilité intérieure et en même temps développer sa propre économie. Preuve d'une implication grandissante de la Chine dans la région, les échanges avec la région n'étaient que de 1000 Mds de dollars en 2000, pour être multipliés par 30 depuis l'annonce de la BRI¹².

⁹ Olga ALEXEEVA et Frédéric LASSERRE, « L'Asie centrale au cœur des rivalités impériales russes et chinoises », op.cit.

¹⁰ Patrice GOURDIN, « Le Califat : une entreprise totalitaire », Diploweb [en ligne], 12/06/16. Consulté le 22 mars 2021. <https://www.diploweb.com/Le-Califat-une-entreprise.html>.

¹¹ Lancé officiellement en septembre 2013 lors d'un discours de Xi Jinping à Astana.

¹² Julien THOREZ, « L'Asie centrale, une région sous influences » dans Jean-Luc Racine (dir). Asie – mondes émergents. La documentation française, coll. Mondes émergents, 2915, p.114.

Aujourd'hui, un terrain d'entente malgré une concurrence de fait

Depuis plusieurs siècles, les deux pays entretiennent une relation dans la région (dès le XVIII^e siècle, notamment, l'expansion chinoise a maintes fois rencontré sur son chemin la Russie tsariste, comme lors de la conquête du Xinjiang). Compte tenu de ces précédents historiques et de leurs intérêts à priori divergents, l'on pourrait penser que la Russie et la Chine étaient destinées à se confronter et à tenter de miner l'influence de l'autre dans la région.

La présence économique de la Chine dans la région constituait à l'origine un facteur de préoccupation pour Moscou, alors que Pékin a toujours nié vouloir supplanter son partenaire comme puissance hégémonique en Asie centrale. Aux yeux du Kremlin, les actions chinoises semblaient concurrencer directement les précédentes tentatives de la Russie de renforcer l'intégration régionale sous son égide, comme l'Union douanière de 2010 et l'Espace économique Eurasiatique de 2012. Le projet de la BRI avait d'ailleurs suscité un profond inconfort du côté de la Russie, dans la mesure où cette annonce avait été faite au Kazakhstan, le pays le plus prospère de la région, mais surtout un allié central de la Russie et avec lequel elle partage des frontières communes¹³.

Néanmoins, la crise en Ukraine et les sanctions émises par les pays Occidentaux à l'encontre de la Russie ont poussé cette dernière à faire des concessions. Le partenariat Moscou-Pékin est dès lors considéré par le Kremlin comme l'opportunité de restimuler l'économie russe mais aussi de former des relations étroites avec une alternative crédible aux pays Occidentaux¹⁴. C'est pourquoi il est aujourd'hui question de soutenir la Chine et sa BRI, cette dernière pouvant profiter du Transsibérien ainsi que de la Route maritime du Nord en Arctique dans son projet de liaison Asie-Europe.

En mars 2015, la Russie a donc officialisé son soutien aux initiatives de développement chinoises et déclaré qu'elle travaillait sur un « raccordement » entre la BRI et l'UEE. Deux mois plus tard, un accord bilatéral pour officialiser ce partenariat économique était signé par Xi Jinping lors d'une visite à Moscou¹⁵.

Mais, dans la mesure où la Chine a jusqu'à présent fait profil bas, d'une part en limitant son engagement aux domaines économiques plutôt qu'énergétiques, et d'autre part en soutenant la Russie en tant que leader de la région, la Russie semble approuver sa présence dans son pré carré. Plutôt que d'accepter l'influence des Occidentaux et des Etats-Unis, la Russie préfère traiter avec le voisin chinois qui semble respecter ses intérêts et ambitions.

¹³ Aruuke Uran Kyzy, « Is the new 'Great Game' a China-Russia duel over Central Asia ? », <https://www.trtworld.com/opinion/is-the-new-great-game-a-china-russia-duel-over-central-asia--19452>, consulté le 21 mars 2021.

¹⁴ Olga ALEXEEVA et Frédéric LASSERRE, « L'Asie centrale au cœur des rivalités impériales russes et chinoises », op.cit.

¹⁵ *Ibid.*

Par conséquent, si la Russie considère la Chine comme un concurrent sur le plan économique, elle ne semble pas voir en Pékin une menace pour la place de meneur en matière de sécurité. En cas de conflit dans la région, la Chine ne disposerait pas d'une capacité militaire et surtout d'un intérêt politique suffisant pour intervenir ; la Russie resterait garante de la sécurité en Asie centrale, la Chine pouvant apporter un simple soutien¹⁶. Les deux pays collaborent de même au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), créée en 2001 et qui a notamment pour but de renforcer la sécurité au sein de la région¹⁷.

Des possibilités de friction dans les années à venir

Bien que ces dernières années, un consensus semble avoir été trouvé entre les deux puissances, il est possible que cette entente ne puisse perdurer dans les années à venir.

Leur volonté de raccorder la BRI et l'UEE dans la région ne pourra vraisemblablement pas aboutir à des projets concrets, dans la mesure où les deux pays ne partagent pas la même vision de ce processus. La Russie veut que la Chine reconnaisse l'UEE comme un partenaire incontournable dans ses négociations avec les pays de la région alors que celle-ci voit cette organisation comme seulement le prolongement de sa propre initiative, donc un outil pour les nouvelles routes de la Soie. De plus, les appareils bureaucratiques des deux pays sont complexes et peu compatibles¹⁸ : il semble dès lors incongru de considérer que leurs initiatives puissent un jour passer le cap de la simple déclaration politique.

La Russie semble en effet coopérer avec son partenaire pour des considérations pratiques exposées plus haut. Cependant, l'influence déjà grandissante de la Chine dans la région devrait croître de manière exponentielle lorsque la BRI deviendra effective, et ce dans un avenir proche. Roger McDermott prédisait dès le début du siècle qu'au fur et à mesure que la Chine allait développer son influence dans la région, sa volonté de rassurer Moscou quant à ses ambitions allait diminuer et la conduire à vouloir façonner un territoire qu'elle juge bénéfique pour ses intérêts¹⁹.

De plus, et comme mentionné dans l'introduction, les pays d'Asie centrale ne sont pas des pions dociles manipulés par les puissances internationales. Au contraire, ils usent de ces divers partenariats pour servir leur développement, en encourageant la compétition d'influence

¹⁶ Marc JULIENNE, « La Chine en Asie centrale, un nouvel acteur de sécurité en zone d'influence russe », Diploweb [en ligne], 14/02/18. Consulté le 22 mars 21. <https://www.diploweb.com/La-Chine-en-Asie-centrale-un-nouvel-acteur-de-securite-en-zone-d-influence-russe.html>.

¹⁷ Isabelle FACON, « L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2006, vol.3 n° 1055, p. 27.

¹⁸ Olga ALEXEEVA et Frédéric LASSERRE, « L'Asie centrale au cœur des rivalités impériales russes et chinoises » op.cit.

¹⁹ Roger MCDERMOTT, « Risk-Taking in international politics : Prospect theory in American foreign policy. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press, 2001, p.15-44.

dans la région, que ce soit sur le plan de la loyauté politique ou des ressources. Une telle attitude pourrait renforcer les rivalités entre Pékin et Moscou, alors que les politiques économiques et stratégiques de Moscou ne sont pas toujours perçues avec bienveillance par les anciennes républiques soviétiques²⁰.

Il existe enfin une dernière inconnue à prendre en compte dans l'équation pour imaginer les futures relations entre les deux pays : quid de l'influence grandissante des puissances extérieures, telle que l'Inde, l'Iran et surtout la Turquie ? Un front commun russo-chinois pour empêcher la présence d'autres acteurs est en théorie possible, mais hautement improbable. En effet, d'une part les pays de la région ont tout intérêt à jouer sur plusieurs tableaux et d'autre part ces nouveaux acteurs possèdent les ressources nécessaires pour se faire une place de choix dans ce « grand jeu », voir « très grand jeu »²¹ centre-asiatique.

L'efficacité du Soft Power turc en Asie centrale est aujourd'hui une réalité²², démontrant que chaque acteur peut se faire une place dans la région pour peu qu'il puisse proposer une plus-value pour les Etats de la région ou leurs habitants. La multiplication des influences pourrait mener à la perte de l'hégémonie russe dans la région, mais surtout à une exacerbation des tensions, compte tenu des ambitions des acteurs en présence.

Région instable mais hautement stratégique, l'Asie centrale va continuer d'attirer les convoitises dans les années à venir. Pour l'heure, il semblerait que la Russie et la Chine maintiennent une présence à travers leur domaine d'expertise respectifs : la sécurité pour la première, l'économie pour la seconde.

²⁰ Carla P. Freeman (2018) New strategies for an old rivalry ? China–Russia relations in Central Asia after the energy boom, *The Pacific Review*, 31:5, p. 635-654.

²¹ À ce titre, lire l'article de René CAGNAT, « Où va l'Asie centrale ? Entre Chine, Russie et Islam », *Diploweb*, 01/06/14. <https://www.diploweb.com/Ou-va-l-Asie-centrale.html>.

²² « Until When Will Russia And China Allow Turkey To Exert Its Influence In Central Asia ? », *Memri* [en ligne], 18 février 2021, consulté le 24 mars 2021. https://www.memri.org/reports/armenian-scholar-yeghia-tashjian-until-when-will-russia-and-china-allow-turkey-exert-its#_edn1.



**LES JEUNES
IHEDN**

publication@jeunes-ihedn.org